

**Adda BEKKOUCHE**

## **LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT CHEZ MEHDI BEN BARKA**

### **I - LA CONCEPTION DE L'ETAT CHEZ BEN BARKA**

Après la mort du roi Mohammed V, le 26 février 1961, Mehdi Ben Barka, en exil volontaire, adressa à Hassan II, qui succéda au trône, un message dont la teneur est la suivante: *"Notre devoir est de poursuivre l'oeuvre commencée par notre souverain pour l'édification du Maroc libre, démocratique et prospère, conformément à l'idéal de Sa Majesté et aux aspirations populaires"*.

Ce message résume assez bien la conception de Ben Barka de l'Etat moderne marocain : une consolidation de l'indépendance, une organisation démocratique dans un pays en voie de développement, même s'il y avait un compromis difficile à réaliser entre le système monarchique et les aspirations pour le socialisme.

Cette conception du Maroc moderne consistait, pour Ben Barka et ses amis politiques, à s'appuyer sur le trône, en se renforçant de sa puissance, pour le contraindre à évoluer. Jusqu'à sa disparition, Ben Barka semble croire le compromis possible. C'est "le socialisme par la monarchie, ou le socialisme via la monarchie". Cette contradiction se comprend plus facilement si on situait les choses dans leur contexte historique et politique. Du Ben Barka professeur au secrétaire exécutif de l'*Istiqlal* (parti de l'indépendance), principal parti du mouvement national, ensuite président de l'Assemblée consultative et enfin fondateur de l'U.N.F.P. ( 6 septembre 1959), il a toujours oeuvré pour des réformes profondes.

Après l'indépendance, Ben Barka se chargera de deux missions : d'une part procéder à la jonction entre l'armée de libération et la résistance, en vue d'en faire une armée d'Etat et, d'autre part, assurer la présidence de l'Assemblée consultative.

Parallèlement, Mehdi Ben Barka se consacra à plusieurs tâches dont deux significatives, qui nous éclairent sur sa pensée politique, la *Route de l'Unité*, et l'*Opération labours*. Aussi bien la première que la deuxième action avaient pour objectif la "mise au travail de la population". Un troisième projet, moins connu, préoccupait Ben Barka : la création d'une école de cadres administratifs marocains. Ce projet ne fut jamais mis en oeuvre par Ben Barka.

*La Route de l'unité fut réalisée durant l'été 1957. Construite sur une longueur de 60 kilomètres, reliant la zone nord dont l'Espagne venait d'abandonner le protectorat et la zone sud, cette route a mobilisé quelque dix mille jeunes volontaires venus de toutes les régions du Maroc. Selon Mehdi Ben Barka, cette réalisation "devait surtout servir de stimulant pour d'autres entreprises semblables, soit à l'échelon local, soit à l'échelle nationale. Il s'agissait de faire des "volontaires", qui ont partagé leur séjour d'un mois sur la Route entre le travail et la formation civique, de véritables citoyens militants [...]. Ces disponibilités n'ont pas toujours été utilisées par les responsables locaux. Mais l'idée doit être développée pour aboutir à de véritables investissements du travail humain à l'état potentiel."*<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Jean Raymond, *Problème d'édification du Maroc et du Maghreb, Quatre Entretiens avec El Mehdi Ben Barka*, Plon, Tribune libre n.25. Paris 1959.

De cette expérience, Gabriel Ardant, Commissaire général de la productivité en France, dira : *"Il s'agit d'une nouvelle méthode économique, administrative, sociale, méthode permettant d'atteindre partout l'homme sans travail, de le faire travailler, encadré par les techniciens là où il s'agit de la mise en oeuvre d'une technique complexe, de le faire travailler, lui-même avec ses propres cadres là où il s'agit de travaux neufs..."*<sup>2</sup>

Le Commissaire général de la productivité essaie d'en tirer quelques leçons pour l'ensemble des pays sous-développés, et il ajoute : *"Il ne s'agit pas, on le voit, de substituer de petits travaux sommairement conduits à de grands travaux rationnellement dirigés. Il s'agit de compléter de grands chantiers par de multiples travaux de mise en valeur, de telle sorte qu'il ne soit pas un coin du Maroc où du travail ne soit offert.*

*[...]. Si le gouvernement marocain, lançant l'appel nécessaire, étend à tout le pays la méthode qu'il a expérimentée, il ne résoudra pas seulement son problème, il apportera un enseignement valable pour d'autres pays insuffisamment développés."*<sup>3</sup>

La deuxième action d'envergure initiée par Mehdi Ben Barka fut l'*Opération labours*. Cette opération organisée avec Abderrahim Bouabid, autre leader progressiste qui fut à l'époque ministre de l'Economie, durant le mois d'octobre 1957, consistait à obtenir des petits paysans qu'ils enlèvent les clôtures délimitant leurs parcelles de terre, le temps qu'un même tracteur put labourer sans entrave une plus grande superficie d'un seul tenant. Après son passage les clôtures devaient être rétablies.

Pour Mehdi Ben Barka, une telle opération devait contenir *"le germe révolutionnaire [...], car les villageois sont obligés de constituer un comité de contrôle des limites, qui, petit à petit, se transforme en un comité coopératif qui n'aura plus à s'occuper seulement des problèmes de bornage, mais qui pourra peu à peu s'occuper de programmes de travaux, d'achats de semences, d'achats d'engrais collectifs. Ainsi, la coopération ne sera pas imposée d'en haut, de façon artificielle, mais sera inspirée par la pratique en liaison avec les centres de travaux dont le réseau s'étend sur l'ensemble du Royaume."*<sup>4</sup>

Cette opération remporta un succès limité et ne connut pas de suite. Certaines analyses montrent que cette action se heurtait à une incompréhension de la part du palais et des autorités traditionnelles. *"En réalité, dès qu'il s'était agi des paysans et des problèmes agraires, les réflexes de défense de la féodalité marocaine, regroupée autour du palais, avaient joué de manière plus rapide et plus nette. L'Opération labours, qui mettait en question, ne serait-ce que l'espace d'une journée, le principe de la propriété privée, touchait à un domaine strictement réservé..."*<sup>5</sup>

Il est à noter, que ce soit pour la *Route de l'unité* ou l'*Opération labours*, que l'objectif recherché était la vertu éducative qui serait suscitée. A cet effet, la notion de citoyen-militant, évoquée plus haut, a une place prépondérante. Elle est explicitée dans un résumé d'exposé fait par une petite équipe, en présence de Mehdi Ben Barka, sur les chantiers de la *Route de l'unité*. Ce texte a la teneur suivante :

---

<sup>2</sup> *Le Monde*, 12 et 14 juin 1958.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Jean Raymond, *op. cit.*, 10.

<sup>5</sup> Abdelkader Ben Barka, *El Mehdi Ben Barka, mon frère*, Robert Laffont, Paris, 1966, p. 146.

*"C'est un citoyen issu quasi totalement des couches populaires. Facilité relative dépendant des capacités individuelles pour être le citoyen-militant des temps modernes, d'où la différence avec le chevalier, le prêcheur ou le conteur. Le citoyen-militant ne se détache pas, dans sa vie et dans son action, du peuple dont il est issu. Il s'adresse à ses concitoyens dans leur langage par son contenu - problèmes quotidiens réels - par son contenant - la langue populaire imagée et accessible. Il a une influence déterminante sur ces concitoyens. Il a toujours une connaissance précise et actuelle des problèmes qu'il a à résoudre et à présenter. Un bagage théorique important, constamment renouvelé. La passion et la foi. La passion qui suppose la conviction personnelle. Le citoyen-militant est d'abord un convaincu. La passion qui communique. La base de l'action du citoyen-militant réside dans la persuasion par l'explication mais surtout par l'exemple.*

*Le caractère du citoyen-militant. Conviction - qui ne veut pas dire suivisme. Au contraire, le citoyen-militant est un créateur. Il se distingue par l'effort constant de compréhension des hommes, des choses, des idées, et par la réalisation. Le citoyen-militant tend à toujours appliquer la solution adéquate. Il se distingue enfin par le dévouement à sa cause, aux périodes difficiles. A la cause de ses concitoyens. Les aider à trouver une issue à leurs problèmes comme si c'était les siens - et surtout, dans le cadre des organisations."*<sup>6</sup>

Tels sont les rôles essentiels et les conceptions sommairement évoquées de Ben Barka en vue d'édifier un Etat marocain moderne.

Durant toute la période de l'indépendance, notamment à travers la création de l'U.N.F.P., Ben Barka oeuvrera pour un Etat, ayant comme base la nation, *"qui s'organise dans une promotion de tous, à commencer par les masses populaires."*<sup>7</sup> Pragmatique et lucide sur l'importance de la tâche, il fera son autocritique, ainsi que l'analyse des partis et de la situation politique et économique, sous le titre de "la lutte en vase clos", quelques années plus tard :

*"Ai-je besoin de vous rappeler toutes les batailles que nous avons dû mener de 1956 à 1960 sans que le peuple n'en sache rien.*

*[...] Venons-en maintenant aux réformes économiques. Certains de ceux qui prennent à leur charge ces réformes et les mettent dans leurs discours, ont été, en leur temps, leurs ennemis les plus acharnés. Que de batailles n'a-t-il pas fallu à notre camarade Bouabid pour que le Maroc ait son Institut d'émission, pour que sa monnaie ne soit pas une pure monnaie satellite, pour arrêter l'hémorragie du capital national? Quelle patience et quel sens pédagogique n'a-t-il pas dû montrer pour arriver à ces buts, durant les quatre années passées au ministère de l'Economie Nationale d'octobre 1956 à avril 1960.*

*[...], sur le plan des réalités économiques, ces réformes ne changeaient pas fondamentalement la domination néocoloniale."*<sup>8</sup>

## **II - LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT CHEZ MEHDI BEN BARKA<sup>9</sup>**

---

<sup>6</sup> Ibid., pp. 140-141.

<sup>7</sup> Ibid., p. 140.

<sup>8</sup> El-Baki Hermassi, *Etat et société au Maghreb. Etude comparative*, Anthropos, Paris, 1975, p. 188.

<sup>9</sup> Les développements qui suivent sont tirés de Mehdi Ben Barka, *Ecrits 1*, USFP - France, 1975.

Après l'indépendance, "de crainte, que l'indépendance ne recouvre que pauvreté et misère, que la reconnaissance internationale cautionne dépendance et sujétion, il faut dès maintenant donner au mot "développement" la résonance émotionnelle qu'a eu le mot "indépendance". Il faut que la mystique de l'un remplace celle de l'autre ; ou plus exactement montrer que la vérité profonde, cachée jusqu'à maintenant mais essentielle, de l'indépendance, c'est bien le développement.

La seule manière d'empêcher que les masses africaines se démobilisent, dans la joie d'une indépendance accordée et factice sera de leur faire comprendre que l'indépendance a un but, que sa valeur se mesure à l'usage qu'on en fait pour l'incitation à la croissance et au développement.

## A - LA SIGNIFICATION DU DEVELOPPEMENT

Mais pour faire du mot développement un moyen d'agitation et de prise de conscience, il faut d'abord en faire un concept.

Cette nécessité d'une conception rigoureuse apparaît dans la confusion des définitions et surtout de leurs conséquences politiques.

[...] D'autre part, l'état actuel de dépendance économique où se trouve presque la plupart des pays africains, ne permet pas de se satisfaire d'une expression purement arithmétique du développement.

Il y a un aspect humain, social et culturel qu'il est **absolument** nécessaire de circonscrire pour arriver à une analyse adéquate.

[...] Au delà des définitions purement économiques du développement, il faut tendre à une compréhension sociologique globale, si on ne veut pas se laisser abuser par des îlots de prospérité que nous constatons çà et là en Afrique.

Et ce n'est point là une controverse d'école. C'est au contraire la différence essentielle entre le point de vue du technocrate, plus ou moins lié idéologiquement à l'impérialisme, et de l'Africain progressiste. C'est uniquement sur cette base que nous pouvons critiquer objectivement les différents projets d'association économique entre l'Europe et l'Afrique. Il est possible que cette association crée encore un relèvement du niveau de vie dans certains pays, mais qui serait en réalité sans fondement réel et qui profiterait seulement à une certaine couche de la société africaine.

La base objective du développement n'est rien d'autre que la productivité du travail humain dans une société donnée Sans doute, celle-ci n'est saisissable et mesurable que par ses moyens techniques et ses conséquences sociales. C'est dans l'extension de la production et de l'organisation industrielle, d'un côté, dans le relèvement du niveau de vie de l'autre que cette productivité du travail peut être réalisée. Mais ce qui nous intéresse du point de vue politique, c'est simplement de ne pas confondre les causes et les conséquences, et d'empêcher qu'on utilise cette confusion dans un but de perversion idéologique. Ce que font certains quand ils font appel dans l'abstrait au bonheur de "l'homme".

Il est vrai que le but ultime de tout développement économique est d'arriver au confort et à un certain bonheur de l'individu. Mais la voie par laquelle on y arrive - à supposer que toutes les voies le permettent - n'est pas indifférente. Si toute l'infrastructure routière, portuaire, hydroélectrique est financée et construite par les techniciens étrangers, si la prospérité du commerce extérieur est lié à la vente d'un produit

nécessaire à l'économie des pays impérialistes, si tout le développement industriel est conçu comme la simple installation de succursales de grandes compagnies européennes, il faut dire, en toute objectivité, que ce processus était essentiellement déjà celui de la phase coloniale, et qu'il perpétue une dépendance et une intégration économique que l'indépendance ne peut guère changer. Si la population du pays est assez homogène et assez réduite, pour que la prospérité qui découle de cette structure englobe toutes les couches, tant mieux. Mais il faut dire que cette prospérité tient essentiellement à celle des pays colonisateurs et qu'elle ne peut être que celui de tous les pays africains. .

La voie la plus saine est celle qui prépare en même temps les hommes et les choses pour un développement indépendant et, par conséquent, plus sûr et plus suivi.

[...]

## B - LA VOIE SOCIALISTE

Il serait erroné de croire que cette revendication n'est pas encore prise en charge par les masses africaines. Elle n'a besoin que d'être clarifiée idéologiquement ; mais déjà, la vérité essentielle que l'indépendance par elle-même n'est qu'une forme qui a besoin d'un contenu est perçue par un monde de plus en plus grand de cadres et de militants. L'indice, sur le plan de la conscience, en est la fascination de plus en plus croissante qu'exerce le phénomène chinois sur l'imagination de tous les pays de l'Afrique.

Cette fascination s'explique par le fait que les gens sentent intuitivement que le seul pays depuis la guerre qui ait conquis son indépendance contre l'étranger et se soit lancé résolument dans les voies du développement réel est la République Chinoise, et cela malgré les fluctuations de l'aide étrangère et les calamités naturelles survenues depuis 1960.

Malgré les catastrophes naturelles, malgré les rectifications statistiques, et le départ précipité des techniciens soviétiques, la réalité de ce développement ne fait aucun doute. L'essentiel est de comprendre que ce qui frappe les esprits, n'est pas le relèvement du niveau de vie, mais que celui-ci soit acquis par les mains et l'intelligence, par la force et la technique chinoises.

Cette réussite ne prend d'ailleurs toute sa signification que comparée à d'autres expériences qui ont été des échecs.

[...]

## C - UN SEUL PROBLEME : L'ACCUMULATION

Si le relèvement du niveau de vie par une intégration avec des pays plus évolués n'est pas une vraie solution, si la seule voie est l'auto-développement, la seule question alors est celle de l'accumulation primitive et la possibilité pour chaque couche sociale de la réaliser ou non. Il est vrai que la politique économique de l'U.R.S.S. pendant les dix premières années de la révolution visait à cette accumulation ; mais la position politique et militaire de la Russie tsariste et le relatif développement de la Russie d'Europe, cachent cette vérité. Tandis que ce qui fait la force de l'exemple chinois, c'est que la Chine paraît être partie du même point de dénuement où se trouvent actuellement la plupart des pays africains.

Après quinze années de totale désagrégation, qui ont montré l'incapacité du Kuo Min Tang, la direction actuelle de la Chine a pu mobiliser toutes les forces du pays, nécessaires au démarrage du développement.

Or, bien des expériences qui ont eu lieu dans des pays indépendants sous-développés se sont révélées incapables à mobiliser ces forces nécessaires, toutes les fois qu'elles ne sont pas mues par un clan révolutionnaire authentiquement populaire et progressiste. Les exemples de succès à Cuba et en Algérie constituent de nouvelles expériences attentivement suivies, de même que les exemples du Ghana et de la République Arabe Unie depuis 1961.

M. Bettelheim, parlant de l'Inde, dit : "Son drame est que l'effort de l'industrialisation ne s'établit pas sur une base économique saine, en raison de l'absence de progrès agricole... Cette absence de progrès agricole rend impossible tout essor ultérieur de l'industrie... A la base de cette situation se trouve la situation sociale de l'Inde."

C'est dans cette perspective qu'apparaît toute l'importance d'une politique agraire révolutionnaire : réforme agraire dans les pays où la structure féodale ou capitalo-coloniale doit être brisée, organisation collectiviste dans les pays où la population clairsemée n'arrive pas à occuper le sol d'une manière réellement stable.

L'impérialisme est obligé, sur une base strictement technico-économique de reconnaître la nécessité d'une réforme agraire seule base d'un développement accéléré [...]. Mais en même temps il redoute les moyens d'y parvenir. Il s'oppose à cette réforme dès qu'elle est entreprise révolutionnairement car il voit bien qu'elle porte atteinte à ses positions politiques, dans la mesure où sont touchés ses alliés naturels et ses plus solides appuis.

Toute politique, en Afrique, qui ne passe pas par la destruction radicale des structures féodales et capitalo-coloniales, ne peut que faire le jeu du néo-colonialisme, malgré ses prétentions à l'industrialisation et à la planification, car tous ces projets sont bâtis sur du vent.

Le cas de l'Egypte est là-dessus encore plus net : car jusqu'à ces toutes dernières années, la classe dirigeante était incapable de poser les fondements d'une industrialisation efficace, jusqu'au jour où elle a commencé à s'attaquer résolument aux monopoles étrangers et à leurs alliés intéressés.

Or, ce qu'il faut remarquer, c'est que tous ces pays, Chine Nationaliste, Inde et Egypte, sont des pays qui avaient une tradition nationale de culture et d'administration assez forte, et dans lesquelles une certaine bourgeoisie avait créé un embryon d'industrie surtout textiles. Mais ces industries nationales naissantes n'ont jamais pu donner naissance à un véritable élan. Elles sont restées en marge de la structure économique globale.

Il est évident que la voie choisie par cette bourgeoisie était une voie libérale, qu'elle n'a d'ailleurs pas été capable de maintenir longtemps puisqu'elle a été obligée de faire appel à la direction de l'État, quand elle a vu son infériorité vis-à-vis du capital occidental plus développé et encore solidement installé.

Il est impossible de ne pas tirer la conclusion suivante : que l'échec de cette politique est en même temps l'échec de la bourgeoisie nationale.

La preuve en est que le développement est pris en main partout par l'État, étant bien entendu que celui-ci n'est pas toujours l'expression des masses laborieuses et se trouve souvent sous la dépendance de groupes d'intérêts internes ou externes.

Mais si, la bourgeoisie nationale, a échoué dans ses tentatives de promouvoir un développement par la voie libérale, dans le pays où elle avait de solides traditions, il faut à plus forte raison prévoir l'échec pour les pays où la bourgeoisie serait encore à créer.

## D - CONTENU DU SOCIALISME

Jusque là l'approche du socialisme a été négative ; échec total ou partiel d'un côté, succès de l'autre ; on démontrait la nécessité du socialisme par l'absurde.

Mais il faudrait encore expliquer pourquoi la Chine a réussi, pourquoi l'Algérie bénéficie de grandes chances de succès dès le départ, quel est le contenu précis du mot socialisme, puisque même là où le développement n'est pas réellement amorcé on parle d'expérience socialiste.

Ce n'est pas le moment d'entrer dans le détail des techniques diverses du développement socialiste. Le seul critère est de trouver le moyen de mobiliser les ressources nationales, en vue de la nécessaire accumulation du capital.

Sans doute dira-t-on qu'abstraitement cette mobilisation peut se faire par des techniques appropriées, et qu'il n'y a pas lieu d'appeler ces techniques socialistes plutôt que capitalistes ; puisque sur un grand nombre de points les théoriciens Keynésiens par exemple se rencontrent avec les théoriciens Marxistes.

Mais il n'en reste pas moins qu'en pratique, la seule mobilisation efficace s'est faite autour du socialisme ; et que chaque fois qu'on essaye simplement d'utiliser le mot comme incitateur idéologique, sans en appliquer également le contenu, le résultat est toujours décevant.

Sans doute qu'à un certain stade, les techniques de planifications se rapprochent jusqu'à se confondre, qu'un certain capitalisme d'État peut faire oublier la nécessité du socialisme, et pourtant les résultats objectifs sont toujours là pour prouver que ce n'est là qu'un pis-aller, accepté seulement lorsque les forces populaires sont mises dans l'impossibilité ou ont laissé passer l'occasion d'imposer leur volonté. C'est alors le problème du pouvoir lui-même qu'il s'agit de résoudre correctement avant de s'engager sérieusement dans l'édification du socialisme.

## F - CONCLUSIONS

Dès lors, il apparaît absolument nécessaire de lutter contre les déviations et les mystifications concernant le socialisme, comme il fallait le faire lorsqu'il s'agissait de l'indépendance.

Il vaut mieux encore construire les bases du socialisme sans en parler plutôt que d'en parler tout en servant les desseins du néo-colonialisme. Le socialisme comme étiquette n'a aucune signification puisqu'il peut aussi bien cautionner un régime semi-fasciste, qu'un état féodal, ou une création de l'impérialisme.

A l'étape actuelle de la lutte anti-impérialiste, le contenu du socialisme se caractérise grossièrement à notre sens de la manière suivante :

a) par une solution correcte du problème du pouvoir se concrétisant par des institutions politiques qui permettent un contrôle démocratique des masses sur l'appareil de l'état ainsi que sur la répartition des ressources et du produit national.

b) Par une structure économique qui déracine les fondements de la domination économique de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale comme classe dirigeante de l'économie.

c) Par une organisation sociale et politique qui encadre et éduque les masses, en vue de mobiliser les ressources nationales nécessaires à l'accumulation.

Le tout couronné par un taux de croissance satisfaisant".

### III - BEN BARKA ET LE CONCEPT CONTEMPORAIN DE DEVELOPPEMENT

Il est intéressant de voir en quoi la conception de Mehdi Ben Barka était porteuse d'avenir pour les pays en voie de développement.

Pendant longtemps, et surtout après la vague d'indépendances des pays anciennement colonisés, les approches relatives au développement ont eu pour objectif la croissance économique. On connaît, hélas les échecs des nombreuses politiques nationales et les limites des politiques d'aide au développement, qu'elles soient multilatérales ou bilatérales<sup>10</sup>.

Durant près de 30 ans, les tiers-mondes ont servi de laboratoires grandeur-nature aux théories, essentiellement économiques du développement, des universités et des centres de recherche du Nord et du Sud. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années, que l'économie commence à céder du terrain à d'autres secteurs de la vie sociale. Cette approche est sans aucun doute moins porteuse d'erreurs, puisqu'elle considère le développement comme "processus humain, dont l'homme en la totale complexité de sa personne est l'alpha et l'oméga, l'agent et la fin, le sujet et la mesure"<sup>11</sup>.

En d'autres termes, le développement pour l'homme ne doit pas se traduire essentiellement par une croissance économique, à moins que celle-ci influe dans une échéance raisonnable de manière efficace et durable sur les conditions de vie des personnes. Cette condition ne peut-être remplie que si les politiques de développement sont axées véritablement sur l'homme<sup>12</sup>. Le corollaire de cette condition est la participation de manière la plus éclairée possible des personnes aux décisions les concernant.

Dans cette perspective, le développement c'est : "l'équilibre entre le besoin éprouvé et la satisfaction assurée, c'est ne pas laisser s'accroître l'un sans avoir vérifié que l'autre suivra. C'est le sentiment qu'ainsi chacun pourra vivre, avec des lendemains, c'est-à-dire s'épanouir. C'est progresser sans se laisser accabler par les exigences du progrès. C'est apprendre des autres sans se renier soi-même. C'est être libre, aller, venir, débattre, critiquer sans crainte. C'est se retrouver chez soi sur sa terre".<sup>13</sup>

---

<sup>10</sup> Il existe une littérature abondante sur les modèles et concept de développement. Cf. *Sciences Humaines*, "Repenser le développement", n° 23, décembre 1992.

<sup>11</sup> A. M. M'Bow, à l'époque Directeur Général de l'UNESCO, 57e session de l'ECOSOC, Genève 5 juillet 1974 (doc. DG/74/8 et doc. 18C/103, annexe I, de la conférence générale de l'Unesco, dix-huitième session).

<sup>12</sup> En dépit de l'optimisme affichés par ses promoteurs, notamment le PNUD, le développement humain tel qu'il est prôné peut constituer une nouvelle illusion, du fait qu'il s'appuie plus qu'il n'y paraît sur l'économie, et pire encore, en faisant confiance au libéralisme. Voir, pour cette analyse. B. Laguerre, "L'état du Sud : lecture du rapport 1992 du PNUD", *L'Événement européen, Initiatives et débats*. "Dialogues curaficains", Septembre 1992/19, Le Seuil, Paris, 1992, pp. 49-52.

<sup>13</sup> E. Pisani, *L'Événement européen*, op. cit., p.20.